

CONFÉRENCE AAC 2019-2020

SUJETS DU PREMIER TOUR

Séance n° 1 : Lundi 18 novembre 2019 à 18 heures

Une perquisition peut-elle être frappée de nullité au motif qu'elle a été réalisée, avec l'autorisation des enquêteurs, en présence de journalistes ?

Cass. crim., 9 janvier 2019, pourvoi n° 17-84.026, publié au *Bulletin*

Rapporteur : Mme Laure Colonna d'Istria

Premier demandeur : M. Jean-François Dogou Kouassi

Second demandeur : M. Christophe Delaisement

Défendeur : M. Alexandre Comolet

Ministère public : M. Sahel Beriouni-Poitevineau

Séance n° 2 : Lundi 25 novembre 2019 à 18 heures

Une commune peut-elle donner à bail à une association culturelle, pour un usage exclusif et pérenne, un local existant de son domaine privé sans méconnaître les dispositions de la loi du 9 décembre 1905 ?

CE, 7 mars 2019, n° 417629

Rapporteur : M. Nabil Kenana

Demandeur : M. Sacha Assuied

Défendeur : M. Jérémy Hadjadj

Séance n° 3 : Lundi 9 décembre 2019 à 18 heures

La suspension du contrat de travail d'un sportif professionnel consécutive à un accident du travail suspend-elle son obligation contractuelle de se prêter aux soins nécessaires à la restauration de son potentiel physique en cas de blessure ?

Cass. soc., 20 février 2019, pourvoi n° 17-18.912, publié au Bulletin

Rapporteur : Mme Irène Delaunay

Premier demandeur : Mme Agnès Desaché

Défendeur : M. Antoine Dianoux

Ministère public : Mme Marie-Agnès Delucenay

Séance n° 4 : Lundi 16 décembre 2019 à 18 heures

Est-il exclu que le droit à la vie constitue une liberté individuelle à laquelle il pourrait être porté atteinte par une voie de fait ?

Cass. Ass. Plén., 28 juin 2019, pourvois n° 19-17.330 et 19-17.342

Rapporteur : M. Nicolas Guerrero

Premier demandeur : M. Paul-Henri Deveze

Second demandeur : M. Vincent Lassalle-Byhet

Défendeur : M. Jean-Baptiste Scherrer

Premier ministère public : M. Noël Dalus

Second ministère public : M. Julien Boddaert

Séance n° 5 : Lundi 6 janvier 2020 à 18 heures

Le recours aux examens radiologiques osseux à des fins de déterminations de l'âge méconnaît-il l'exigence de protection de l'intérêt supérieur de l'enfant découlant des dixième et onzième alinéas du Préambule de la Constitution de 1946 ?

Cons. const., 21 mars 2019, décision n° 2018-768 QPC

Rapporteur : Mme Laure Colonna d'Istria

Premier demandeur : Mme Alizée Dubouchet

Second demandeur : M. Dany Dimassi

Premier défendeur : Mme Claire de Raismes

Ministère public : M. Matthieu Galey

Séance n° 6 : Lundi 13 janvier à 18 heures

Est-il exclu de comptabiliser comme un temps de travail effectif le temps consacré par un salarié à des contrôles de sécurité et des déplacements en navette obligatoires pour entrer dans l'entreprise ?

Cass. soc., 9 mai 2019, pourvoi n° 17-20.740

Rapporteur : M. Nabil Kenana

Premier demandeur : M. Grégory Pierre

Second demandeur : M. Miguel Nicolas

Premier défendeur : Mme Camille Bisbarre

Second défendeur : M. Alexandre Péron

Ministère public : Mme Marie-Agnès Delucenay

Séance n° 7 : Lundi 20 janvier à 18 heures

L'exception de parodie est-elle exclue lorsque la reproduction de l'œuvre d'art est destinée à illustrer un article de presse sérieux ?

Cass. civ. 1^{re}, 22 mai 2019, pourvoi n° 18-12.718, publié au Bulletin

Rapporteur : Mme Irène Delaunay

Premier demandeur : M. Sahel Beriouni-Poitevineau

Seconde demandeur : Mme Nelly Devouèze

Premier défendeur : Mme Raphaële Bouniol

Second défendeur : M. Jean-François Dogou Kouassi

Ministère public : M. Jean-Baptiste Scherrer

Séance n° 8 : Lundi 27 janvier 2020 à 18 heures

L'article 611-1 du code pénal, tel qu'issu de la loi du 13 avril 2016, qui réprime tout recours à la prostitution, constitue-t-il une violation des garanties constitutionnelles relatives à la liberté sexuelle et au respect de la vie privée ?

Cons. const., 1er février 2019, décision n° 2018-761 QPC

Rapporteur : M. Nicolas Guerrero

Premier demandeur : M. Nicolas Vidal

Second demandeur : M. Peter Schmid

Premier défendeur : Mme Marie-Sophie Pastor

Second défendeur : M. Sacha Assuied

Premier ministère public : Mme Sabrina Labidi

Second ministère public : Mme Margot Chavannes

Séance n° 9 : Lundi 3 février 2020 à 18 heures

Une clause stipulant la résiliation de plein droit du prêt consenti à un salarié et à son épouse en cas de rupture du contrat de travail est-elle abusive ?

Cass. civ. 1^{re}, 5 juin 2019, pourvoi n° 16-12.519, publié au Bulletin

Rapporteur : Mme Laure Colonna d'Istria

Premier demandeur : M. Nissim Elkaïm

Second demandeur : M. Alexis Posez

Défendeur : M. Clovis Callet

Premier ministère public : Mme Constance Pinsolle

Second ministère public : M. Basile Zajdela

Séance n° 10 : Lundi 24 février 2020 à 18 heures

L'absence de délai de prescription extinctive en matière de poursuites disciplinaires contre un avocat porte-t-elle atteinte aux droits et libertés que la Constitution garantit ?

Cons. const., 11 octobre 2018, décision n° 2018-738 QPC

Rapporteur : M. Nabil Kenana

Premier demandeur : M. Julien Boddaert

Second demandeur : M. Noël Dalus

Premier défendeur : M. Hugo Partouche

Second défendeur M. Vincent Lassalle-Byhet

Premier ministère public : M. Alexandre Comolet

Second ministère public : Mme Estelle Hittinger-Roux

Séance n° 11 : Lundi 2 mars 2020 à 18 heures

La conviction d'un avocat qu'un témoin ne dit pas la vérité exclut-elle que les pressions qu'il exerce sur ce témoin pour le faire revenir sur ses déclarations caractérise un délit de subornation ?

Cass. crim., 12 juin 2019, pourvoi n° 18-83.844, publié au Bulletin

Rapporteur : Mme Irène Delaunay

Demandeur : Mme Estelle Hittinger-Roux

Premier défendeur : M. Dany Dimassi

Second défendeur : M. Grégory Pierre

Premier ministère public : Mme Alizée Dubouchet

Second ministère public : Mme Aurélie Nsingani Mpassi

Séance n° 12 : Lundi 9 mars à 18 heures

L'augmentation, de trois à onze, du nombre de vaccins obligatoires porte-elle une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie privée, incompatible avec les stipulations de l'article 8 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ?

CE, 6 mai 2019, n° 419242

Rapporteur : M. Nicolas Guerrero

Premier demandeur : M. Charles-Hugo Lerebour

Second demandeur : M. Matthieu Galey

Premier défendeur : Mme Sabrina Labidi

Second défendeur : Mme Agnès Desaché

Premier ministère public : M. Paul-Henri Deveze

Second ministère public : M. Jérémy Hadjadj

Séance n° 13 : Lundi 16 mars 2020 à 18 heures

Est-il exclu que le caractère naturel de l'accouchement par voie basse dispense le professionnel de santé de son obligation d'information ?

Cass. civ. 1^{re}, 23 janvier 2019, pourvoi n° 18-10.706, publié au Bulletin

Rapporteur : Mme Laure Colonna d'Istria

Premier demandeur : Mme Claire de Raismes

Second demandeur : M. Clovis Callet

Défendeur : M. Peter Schmid

Premier ministère public : M. Nissim Elkaim

Second ministère public : M. Alexis Posez

Séance n° 14 : Lundi 23 mars 2020 à 18 heures

Les modalités d'exécution de sanctions disciplinaires régulièrement prononcées contre des militaires par une autorité légitime peuvent-elles constituer une violation de la dignité humaine telle que prévue par l'article 225-14 du code pénal ?

Cass. crim., 9 mai 2019, pourvoi n° 18-81.743, publié au Bulletin

Rapporteur : M. Nabil Kenana

Premier demandeur : M. Margot Chavannes

Second demandeur : Mme Marie-Sophie Pastor

Premier défendeur : Mme Constance Pinsolle

Second défendeur : M. Nicolas Vidal

Premier ministère public : Mme Nelly Devouèze

Second ministère public : Mme Raphaële Bouniol

Séance n° 15 : Lundi 30 mars 2020 à 18 heures

Un enfant né d'une gestation pour autrui peut-il bénéficier des effets qui s'attachent à la naturalisation de ses parents pour être également naturalisé français ?

CE, 31 juillet 2019, n° 411984

Rapporteur : Mme Irène Delaunay

Premier demandeur : M. Alexandre Péron

Second demandeur : M. Basile Zajdela

Défendeur : Mme Aurélie Nsingani Mpassi

Premier ministère public : Mme Camille Bisbarre

Second ministère public : M. Charles-Hugo Lerebour

Séance n° 16 : Lundi 20 avril 2020 à 14 heures 30

L'abrogation d'un dispositif législatif prévoyant en faveur des salariés de certaines entreprises une prime obligatoire de participation, assortie de dispositifs d'exonération de charges, rend-elle caduc de plein droit un accord collectif instaurant cette prime dans l'entreprise ?

Cass. soc., 26 juin 2019, pourvois n° 17-28.287, 17-28.288, 17-28.289, 17-28.290, 17-28.291, 17-28.292 et 18-10.953, publié au Bulletin

Rapporteur : M. Nicolas Guerrero

Demandeur : M. Antoine Dianoux

Premier défendeur : M. Miguel Nicolas

Second défendeur : M. Christophe Delaisement

Ministère public : M. Hugo Partouche